

CONVENTION N°

/ MJP du

(SJS25201267AC-2)

relative aux objectifs et obligations de l'association Des Amis du Musée de Tahiti et des Îles Te Fare Iamanaha pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2025

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;
- Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction de la jeunesse et des sports" ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Des Amis du Musée de Tahiti et des Îles Te Fare Iamanaha, pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2025,

ENTRE :

Pour la Polynésie française, représentée par la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, Madame Nahema TEMARII,

d'une part,

ET :

L'association Des Amis du Musée de Tahiti et des Îles Te Fare Iamanaha, Punaauia, Musée de Tahiti à la Pointe des pêcheurs., représentée par sa présidente, Madame Pascale CRUCHET

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan. Ainsi, il revient au Ministre chargé de la jeunesse de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Des Amis du Musée de Tahiti et des Îles Te Fare Iamanaha résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2025.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de ses activités générales pour l'exercice 2025, sont liées à cette convention les actions suivantes :

Le projet « Fanzines : La jeunesse au Musée » a pour objectif de faire découvrir de manière ludique et participative le patrimoine culturel polynésien aux jeunes de 7 à 13 ans, notamment à travers les objets exposés au Musée de Tahiti et des Îles. Il se déploiera tout au long de l'année 2025 lors de 17 journées réparties sur différents événements culturels tels que les Salons du Livre (Taiarapu, Mahina, Papeete), la Nuit de la Lecture, Partir en Livre, les Journées du Patrimoine et la Nuit du Musée.

Les participants, qu'ils soient scolaires ou enfants accompagnés de leurs familles, seront invités à créer leur propre fanzine – un petit livret graphique et illustré inspiré des objets du musée. Ces fanzines seront réalisés sur papier A3, pliés, coloriés, annotés et personnalisés pendant les ateliers. L'ensemble du projet repose sur une approche interactive et sensorielle : manipulation, dessin, mise en couleur, et échanges de créations entre les jeunes, favorisant ainsi leur implication et leur curiosité.

Une attention particulière est portée à l'inclusion des enfants en situation de handicap moteur, avec l'introduction de tampons représentant les objets phares du musée pour leur permettre de participer à la création avec plus de facilité.

Le projet sera animé par l'artiste Margaux Bigou, déjà engagée dans la médiation culturelle auprès des jeunes, accompagnée de bénévoles de l'association et de Jordan Lambert, qui assurera l'accompagnement pédagogique et la contextualisation des objets présentés.

Les critères d'évaluation porteront sur le nombre de participants, la richesse des échanges entre jeunes autour des fanzines, et la capacité du dispositif à créer des liens et à susciter un véritable engouement autour du patrimoine local.

Les besoins matériels concernent principalement les impressions des fanzines vierges, les tampons (coût unitaire entre 6 000 F et 10 000 F), ainsi que du matériel de papeterie et d'impression. Ce projet créatif et accessible vise à encourager l'éveil culturel, la transmission et la fierté de découvrir et partager la richesse du fenua.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière au ministère en charge de la jeunesse à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc.).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2025 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **300 000 F CFP (trois-cent-mille)**.

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50%, soit **150 000 F CFP (cent-cinquante-mille)**, à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50%, soit **150 000 F CFP (cent-cinquante-mille)**, sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

- Pour un montant de **300 000 F CFP (trois-cent-mille)** à l'exercice 2025, programme 97105, article 6574 et centre de travail 8240-F.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;

- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le

Fait à _____, le

Pour l'association,
la présidente ¹

Pour la Polynésie française
La ministre
des sports,
de la jeunesse,
de la prévention
contre la délinquance,
en charge de l'artisanat,

Pascale CRUCHET

Nahema TEMARII

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature